

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 17 NOVEMBRE 1978 - N° 792

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## Caen: les travailleurs à l'offensive contre le chômage



- Provocation policière contre les manifestants deux blessés graves
- La riposte s'organise

**Manifestation  
vendredi à 17 h 30  
Place du 36<sup>e</sup> R.I.  
à Caen**

Mercredi, la manifestation des travailleurs de Caen contre le chômage a revêtu un caractère offensif et unitaire. Ce qui s'explique tant par le grand nombre de chômeurs dans cette ville, que par les fortes traditions de lutte qui y prévalent.

Face à l'affirmation d'une nette volonté de lutte contre le chômage, la bourgeoisie n'a qu'une réponse ! La répression, comme elle le fait, contre toute lutte déterminée (Le Puy, Elastelle, Sonacotra...). C'est une véritable provocation policière qui a eu lieu, les flics tirant des grenades en tir tendu.

La riposte s'organise pour vendredi. Une manifestation de protestation est appelée à Caen. Les travailleurs ne se laisseront pas baillonner.

Lire en page 4

**LA HAGUE :  
ACCIDENT JEUDI 9  
ET MARDI 14  
3 travailleurs contaminés  
7 autres également  
atteints**

Lire en page 8

**Popularisons  
le 3<sup>e</sup> Congrès  
du PCR ml**

Numéro spécial  
du *Quotidien*  
samedi - dimanche

**A NOS LECTEURS,  
A NOS DIFFUSEURS**

*Le Quotidien du Peuple* paraîtra sur 12 pages le week-end prochain (journal daté du 18 - 19-20 novembre).

4 pages seront consacrées au compte-rendu des travaux du 3<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste.

Les fédérations, sections et cellules du PCR ml organiseront des ventes exceptionnelles pour populariser les acquis du 3<sup>e</sup> Congrès.

Elles peuvent, pour renforcer la mise en vente du journal du week-end prendre contact avec le service des ventes du journal.

## Liberté pour Nazarian !

Le procès du dissident arménien qui devait s'ouvrir mercredi à Erevan, a été ajourné à vendredi, l'avocat de la défense ayant été empêché par la police de pénétrer dans le tribunal. Robert Nazarian risque une peine de deux ans de prison, de cinq ans de camp à régime sévère et de cinq ans de relégation.

Lire en page 4

## Sonacotra : manifestation samedi 14 h de Barbès à Nation

Les travailleurs des foyers Sonacotra appellent à manifester contre la répression qui les frappe. Mercredi soir encore, les flics ont fait des tentatives d'intimidation, emmenant un délégué du foyer d'Ivry et le retenant plusieurs heures.

## Marée noire : ce n'est pas fini

Plusieurs dizaines de milliers de tonnes de pétrole de l'*Amoco-Cadiz*, qui étaient tombées au fond de la mer, commencent à remonter à la surface, menaçant de nouveau la faune et la flore marine. Nous reviendrons dans le journal de demain sur cette nouvelle marée noire.

## Interview des réalisateurs de «patrons/ télévision»

Pourquoi la série de Mordillat et Philibert déplaît-elle donc tant aux patrons, au point que certains aient fait pression sur Antenne 2 pour l'interdire. C'est ce que nous avons demandé aux deux réalisateurs.

Lire en page 5

## NOUVELLES DES VOSGES

LES BOUSSAC  
PAIERONT-ILS  
LES POTS CASSÉS ?

Le groupe Willot (30 000 salariés, 74 sociétés et 6 milliards de chiffre d'affaire en 76) a doublé ou presque son volume d'activité en deux ans, notamment en absorbant gracieusement le groupe Boussac (rien n'est encore payé). Sa société Saint Frères qui a officiellement repris Boussac aurait par contre chuté de moitié et l'ensemble du groupe Willot aurait un endettement chiffré à 11 % de son chiffre d'affaires. Ce sont ces différentes informations qui ont pour résultat que la Commission des Opérations boursières s'est saisie du dossier Willot.

Quelles sont les répercussions pour les Boussac ? Voilà la question qu'il importe de se poser aujourd'hui. Et ce ne sont pas les propos du député RPR, M. Seguin qui empêcheront les travailleurs de se mettre sur leur garde et de réclamer plus d'information sur cette affaire. Car en plus des conditions de travail qui se dégradent et contre lesquelles ils réagissent, il s'agit de dé-

fendre leur emploi encore bien précaire. Que dit M. Seguin ? « Les informations que j'ai recueillies auprès des autorités gouvernementales me permettent d'affirmer que rien ne paraît justifier les rumeurs alarmantes qui circulent sur la situation des Willot. Les initiatives prises par le C.O.B. étant motivées par de simples considérations juridiques et techniques... Les conditions de reprise de Boussac demeurent sous le contrôle du Tribunal de Commerce. Ce qui bien entendu n'exclut pas la vigilance. Mais il ne faut pas céder à la tentation du masochisme permanent... »

En tout état de cause, il importe que les résultats de l'enquête du C.O.B. soient révélées au grand jour. En attendant, les travailleurs du groupe Boussac et du groupe Willot doivent s'organiser ensemble contre des plans qui prévoient de nouveaux licenciements (c'est l'exemple des Jacquels dont les licenciements ne sont que reportés).

LA TENUE DU CONGRÈS  
DÉPARTEMENTAL  
DE LA CGT

Après les nombreuses luttes des travailleurs vosgiens (Lécorsché, Montéfière, Boussac, etc.), la tenue du congrès de l'UD CGT revêtait une grande importance, compte tenu de son implantation dans les entreprises. Bien que le débat engagé théoriquement dans les sections de base n'ait pas été réellement préparé, de nombreuses questions ont pourtant été posées par les délégués : remise en cause des interventions de Ségué soutenant le Programme commun, ras-le-bol des journées d'action comme celle du 15 novembre et demande d'une action qui soit d'ampleur et accompagnée d'un réel travail de masse, coordination réelle des luttes, etc. Même si ces attaques contre la direction actuelle (et renouvelée) de l'UD n'ont pas été approfondies et largement soutenues, il en reste pas moins que la lutte d'idée s'engage petit à petit parmi les militants CGT, ce qui est un point nouveau dans ce syndicat vosgien. Les délégués et les

travailleurs du département commencent à tirer le bilan des actions entreprises depuis le début de l'année et certains militants combattifs sont portés à des postes responsables dans l'organisation syndicale du fait même de leur travail de masse. La mainmise des révisionnistes sur la CGT est contestée et remise en cause dans de nombreuses entreprises et instances syndicales.

Quant aux objectifs de lutte mis en avant par le congrès, ils sont clairs :

- 2 500 F par mois, sur la base de 174 heures,
- semaine de 35 heures,
- remise en ordre de la grille hiérarchique afin de resserrer l'éventail des salaires par un mouvement vers le haut,
- l'avancement de la retraite,
- l'allègement des charges de travail,
- l'accroissement des effectifs,
- la lutte sur les conditions de travail, etc.

Correspondant de Senones

LA SITUATION  
DE L'EMPLOI  
DE PLUS EN PLUS  
DÉGRADÉE

Depuis le début de 1978, 23 usines vosgiennes ont fermé, licencié ou déposé leur bilan. Parmi elles : Montéfière où la vigilance des travailleurs a permis de sauver l'emploi mais où la lutte continue sur les conditions de travail ; Boussac-Willot où après les fermetures et licenciements, les Willot désorganisent la production en opposant les différentes unités de production et où les conditions de travail empirent de jour en jour (du fait de la compression de personnel et de l'augmentation des cadences). Contre cela les organisations CGT et CFDT mobilisent à nouveau les travailleurs, en plus de la mise sur pieds des comités de chômeurs en relation avec les sections d'entreprises (comme c'est le cas dans la vallée du Rabodeau) ; parmi elles encore, Feltex à St Dié où le dépôt de bilan est contrôlé par les travailleurs qui pourraient se constituer en coopérative ; Plaitex à Epinal où face aux mesures anti-syndicales et sexistes, les travailleuses mènent la lutte. Dans cette usine, explique une déléguée CGT, « les sanctions pleuvent, des ouvriers ont des dossiers de 10 cm d'épaisseur et les femmes enceintes ne sont pas ménagées ». Enfin, à la maison d'enfants La Combe à Senones où la politique de restructuration sociale des établissements sanitaires et sociaux a pour résultat le risque de fermeture et de compression de personnel. Là aussi, les employés organisés en intersyndicale préparent la riposte. Ils ont déjà constitué une commission d'étude sur les erreurs commises et les solutions d'une reconversion permettant à l'ensemble du personnel de rester en place.

Deux formules  
d'abonnement couplé :Quotidien du Peuple  
et Humanité Rouge :

3 mois ..... 150 F  
6 mois ..... 300 F  
Incluant réception du Tome V  
des Oeuvres Choiesies de Mao Tsé-Toung

## Front Rouge - Prolétariat

6 mois ..... 50 F  
Soit deux numéros de Prolétariat et deux numéros de Front Rouge

Service de nettoyage  
de LyonTOUTE  
LA COURLY  
EST EN GREVE

L'inter-syndicale avait par ailleurs formulé des contre propositions, à savoir : prime de 300 francs, grille indiciaire parisienne

pour les éboueurs, augmentation de la prime de fin d'année... Depuis deux jours certains secteurs sont nettoyés par des entrepri-

Mercredi matin, la levée des couleurs dans les casernes lyonnaises n'aura pas signifié pour les soldats le début du déblaiement des ordures entassées le long des rues. L'armée n'est donc pas encore intervenue, bien que les déclarations menaçantes du maire de Lyon, Francisque Colomb, mardi soir à la télévision régionale, le laissent craindre. Celui-ci au nom de : « L'hygiène, la santé et la sécurité » a attaqué les grévistes, qui au cours de leur Assemblée générale mardi matin avaient massivement refusé le protocole d'accord de la Courly. Pour l'application du statut parisien, Colomb renvoie au ministère de l'Intérieur. Mais pour les ordures, c'est au gouverneur militaire qu'il s'adresse.

ses privées, ce qui soulève, on s'en doute, la colère des grévistes. De toute façon l'armée interviendra dans les heures qui suivent. Il s'agirait alors, comme cela est prévu pour mercredi après-midi, au plus tard jeudi matin, d'appeler l'ensemble de la Courly à se mettre en grève et bien sûr de s'opposer à l'utilisation par l'armée des camions-benne de la Courly.

A l'Assemblée générale mercredi matin, encore plus de travailleurs qu'hier se pressaient dans la salle. L'ambiance était chaleureuse, déterminée et pour les éboueurs, les égoutiers et les gars des souterrains, il n'était pas du tout question de céder.

L'annonce que les ouvriers du service des eaux se joignent à la grève par solidarité et sur leurs propres revendications, de même que les OP 2 des garages et les technico-administratifs fut longuement applaudie.

« Nous refusons de travailler avec des baionnettes dans le dos. Pour faire céder Colomb, il faut bloquer tous les services de la

Courly. Ce sera dès cette après-midi ». C'est en ces termes que l'inter-syndicale CGT, CFDT, FO et Autonomes, reprenant l'aspiration unanime des grévistes, répondit au maire de Lyon.

Les 2 000 manifestants allèrent cette fois devant la télévision régionale aux cris de « FR 3 vérité », noyant d'ailleurs la cinquantaine d'hospitaliers péniblement mobilisés pour la journée CGT du 15 novembre au même endroit. La manifestation se dispersa à l'Hôtel de Ville de la Courly, dont les employés sont maintenant en grève.

Le rapport de force évolue favorablement ce 11<sup>e</sup> jour de grève. Par la façon dont l'unité de tous les services se construit, par l'unité Française Immigrés pour la lutte, cette grève devient désormais exemplaire. Bien que les travailleurs lyonnais aient toujours soutenu des luttes (Ordures Service), il faut étendre la popularisation et continuer l'offensive.

## Rassemblement CGT sur l'emploi à Paris

## UNE JOURNÉE SANS PERSPECTIVE

Mercredi s'est déroulé à Paris le rassemblement contre le chômage organisé par la confédération CGT. Cette initiative n'a finalement réuni que quelques milliers de personnes, sur toute une après-midi, dont une bonne partie venait de la région parisienne. Voilà qui fait peu, vu le thème et compte tenu du fait que cette journée était annoncée depuis longtemps.

Ne faut-il pas voir dans ce fort taux d'absentéisme le refus de beaucoup de militants cégétistes pour ce type d'action, sans lendemain, comme ils en ont tant vu ? Car ce fut bien en fin de compte, en quelque sorte, une nouvel-

le journée d'action, sans aucune perspective, une nouvelle fois. Le discours de Ségué, vers 16 h 30, à proximité des stands installés depuis midi, fut clair à cet égard.

D'abord Ségué consacra une partie assez importante de son intervention... à une critique de la confédération cégétiste.

Déclarant que ceux qui qualifiaient de « grand messe incantatoire » l'initiative cégétiste apportaient en fait de l'eau au moulin du premier ministre, Ségué ajoutait ensuite qu'il « n'était pas cohérent de refuser l'action tout en reconnaissant que les négociations n'ont mené à rien ».

Cette critique, qui re-

viendra à plusieurs reprises dans son intervention, (jusque sur la question de l'Europe !), du « recentrage » opéré par la confédération cégétiste, Ségué s'en servira admirablement pour tenter de cacher la propre absence de perspectives de lutte de la direction CGT. Car qu'a donc proposé Ségué, après cette journée ?

« Négocier tout de suite... pour notre part, nous y sommes prêts » disait-il. Mais comment faire pour que ces négociations aboutissent, face à l'intransigeance patronale ? Mis à part le ton résolu et appuyé, Ségué sera fort discret là dessus, se contentant d'énumérer les revendica-

tions comme les 35 heures sans diminution de salaire, la retraite...

La seule proposition « nouvelle » concerne les chômeurs : Ségué devait les appeler à rejoindre les comités de chômeurs CGT, qui depuis leur création officielle sont en effet quelque peu fantomatiques. Mais pour y faire quoi ? Là encore, on ne saura pas. Bref, on aura assisté, en ce 15 décembre, à une nouvelle journée d'action de 24 heures, certes d'un type un peu particulier, destinée surtout à redorer le blason de la centrale cégétiste, qui tient son congrès dans dix jours à peine.

Richard FEUILLET

Corr. LYON

Système monétaire européen

# DES DIFFICULTES PERSISTANTES

●Ce sont les 4 et 5 décembre que doit se tenir à Bruxelles la réunion des chefs d'État et de gouvernement des Neuf, destinée à mettre sur pied la zone de stabilité monétaire européenne. Les derniers épisodes des tractations en cours semblent montrer une accumulation des problèmes.



Espace monétaire européen : les directeurs des banques de France et de RFA

Lundi dernier, le ministre britannique de l'Économie, Callaghan, mettait les pieds dans le plat, en attaquant le fonctionnement actuel des fonds communautaires. Il faisait état d'un rapport confidentiel d'un organisme de la CEE, rendu public par la presse britannique, et qui prévoyait qu'en 1980, date de la fin de la période de transition pour la Grande-Bretagne, celle-ci deviendrait le premier bailleur de fonds de la CEE, devant l'Allemagne. Cela peut paraître surprenant quand on connaît la situation fragile de la Grande-Bretagne.

Selon le même rapport, il ressortait que certains pays de la CEE (Danemark, Pays-Bas et France) avaient reçu des fonds communautaires plus qu'ils n'avaient cotisé. Tout ceci conduit Callaghan à exiger une refonte de l'utilisation communautaire pour réduire cette situation défavorable à son pays.

Par ce coup d'éclat, il semble bien qu'il cherche à taper du poing sur la table, au moment où se déroulent les négociations sur la constitution du système de

stabilité monétaire européen : selon une habitude courante dans les tractations communautaires, il est de bonne guerre, à l'approche d'une négociation importante, de faire monter les enchères, y compris sur d'autres questions que celles directement en cours de discussion.

En effet, le gouvernement britannique n'est pas satisfait du projet du système monétaire qui semble se dessiner. Ce système limiterait le flottement des monnaies entre elles dans des marges assez strictes, et obligerait les pays dont la monnaie s'éloigne trop de la marge admise à

prendre des mesures de soutien. Pour la Grande-Bretagne, dont la situation n'est pas florissante, le système est trop contraignant. Elle souhaite que des fonds communautaires affectés au soutien des monnaies soient automatiquement utilisables par les pays dont la monnaie est en difficulté. Les pays à monnaie forte, comme l'Allemagne ou les Pays-Bas, souhaitent limiter l'extension des fonds, pour ne pas devenir les financiers des monnaies faibles. L'Allemagne insiste pour que l'écart d'une monnaie n'entraîne pas d'intervention automatique, mais engage seulement les Neuf

à ouvrir des consultations. Callaghan tente de faire reculer les positions allemandes en parlant haut et fort.

Cela au même moment où le président de la commission de Bruxelles, Roy Jenkins, entamait des pourparlers avec le gouvernement helvétique, pour envisager la participation de la Suisse au système de stabilité monétaire. L'éventualité de l'entrée d'un nouveau pays à monnaie forte dans ce système serait de nature à aviver encore les craintes britanniques et à amplifier les contradictions qui existent déjà.

François NOLET

Conseil des ministres

# CHOMAGE ET REPRESSION

Le conseil des ministres de mercredi avait à son ordre du jour deux sujets principaux : la lutte contre le chômage et l'insécurité.

On appréciera l'originalité des moyens mis en œuvre contre le chômage : il s'agit de favoriser le développement du travail temporaire. Le gouvernement invite les chefs d'entreprise à embaucher sous contrat déterminé, cependant que les entreprises de travail temporaire sont astreintes à une assurance pour garantir le paiement de leurs personnels en cas de défaillance. Autant de mesures qui ne font qu'accroître la précarité de l'emploi, et qui tendent à ac-

centuer les divisions au sein de la classe ouvrière entre personnel permanent et temporaire.

Dans le même temps, le ministre de l'Intérieur insiste sur le renforcement des moyens de répression, rappelant la prochaine création, en 1979, de 1 000 postes de policiers et d'autant de gendarmes. Contraint de condamner les adeptes d'une conception extensive de la légitime défense, il a déclaré : «Il faut une présence visible et apaisante de la police pour la population». Concrètement, cela signifie, pour la dernière période, les décisions qui ont été prises pour renforcer le

quadrillage policier, la création d'unités mobiles de sécurité et l'affectation de douze compagnies de CRS à des tâches de police sur la voie publique. 300 gardiens supplémentaires vont être affectés à

des tâches de surveillance à Paris. Au moment où le ministre tenait ces propos, la police chargeait les travailleurs de Caen qui manifestaient contre le chômage. Mesrine court toujours.

## QUAND LE MONDE CRACHE SUR NOTRE PARTI

Le Monde, en date du 16 novembre, publie une information anonyme sur le III<sup>e</sup> Congrès du Parti. Fidèle à ses traditions anticommunistes, et à son hostilité habituelle à l'égard de notre Parti, Le Monde s'en remet à une sorte de comparse des Jacob et autres spécialistes de l'insinuation malveillante et du dénigrement. Celui-ci, sans doute inspiré par les bonnes sources trotskystes que ce journal affectionne, multiplie les amabilités et avec quel sérieux !

Aviez-vous entendu parler, en 1974, d'une scission minoritaire des forces marxistes-léninistes ? Telle serait pourtant l'origine de notre Parti, selon ce pigiste clairvoyant. Et pour mieux appuyer cette révélation, nous voilà réduits au millier tout

rond, force numérique que, ô surprise, nous serions censés revendiquer. Il faut donc nous réduire, pour démontrer un peu facilement notre «extrême marginalité» comme dit cette créature. Bien sûr, comment échapper dans ce cas au «suivisme à l'égard de la Chine» qui nous vaut dans les colonnes du Monde expressément «le qualificatif de prochinois». Il ne plaît pas beaucoup aux plumitifs (de second ordre) de la bourgeoisie, notre Parti, et avec lui Le Monde ne cherche guère, c'est pas nouveau, à garder un air d'objectivité. Tant pis, c'est même plutôt un bon signe pour lui, que de susciter pourtant l'origine de notre Parti, selon ce pigiste clairvoyant. Et pour mieux appuyer cette révélation, nous voilà réduits au millier tout

## ● La caisse noire gouvernementale

L'Assemblée nationale examine, vendredi, au titre du budget 79, les «comptes spéciaux» du Premier ministre. Il s'agit là de quelque chose d'un peu mystérieux, et qui l'est effectivement. Les comptes spéciaux, ce sont les sommes mises à la disposition du gouvernement pour tout ce qui concerne l'espionnage et ses dérivés, et c'est aussi la «caisse noire», qui sert à couvrir tout ce que le gouvernement est amené à faire sans le dire. Comme il se doit, ces chiffres ne sont révélés que dans leur généralité. Ainsi, le rapport de la commission des finances fait-il état d'une somme de 174 millions (anciens) attribués au Service Central des Chiffres et de la Sécurité des Télécommunication. Il s'agit là des services de codages, qui emploient au total... 27 personnes, militaires pour la plupart. On notera que le S.C.S.T. est entre autre chargé de «l'assistance-chiffre aux États africains et malgache».

Le S.D.E.C.E., service d'espionnage et de contre-espionnage, aura en 1979 un budget de 10 milliards anciens. Il faut y ajouter 7 milliards et demi dont l'attribution reste secrète, mais qui s'apparentent aux activités de défense. Enfin, la caisse noire gouvernementale, en tant que telle, sera en 1979 de quelque 2 milliards 300 millions.

## Le Quotidien du Peuple gravement menacé

<b>Aix en Provence</b>	
Un syndicaliste.....	500
Un militant de l'UOP.....	300
<b>Montgeron</b>	
.....	700
<b>Paris</b>	
B.H.....	800
<b>Chatou</b>	
R.M.....	500

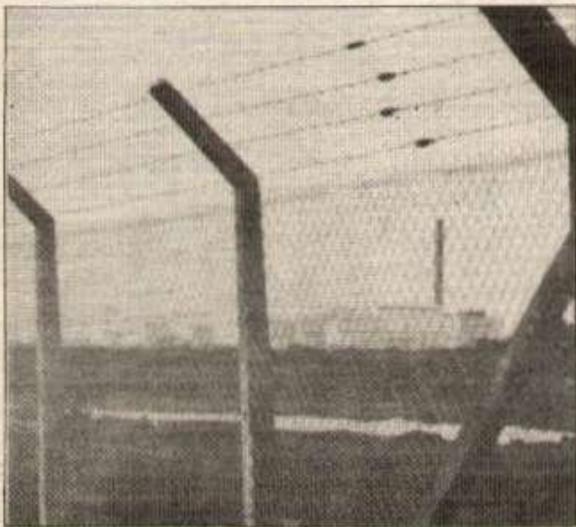
<b>St Dizier</b>	
Un enseignant.....	20
Des élèves infirmières.....	40
Un camarade.....	200
Collecté.....	740
<b>Seysssel</b>	
R.D.....	500
Total.....	4 300
<b>Ancien total.....</b>	<b>163 708</b>
<b>NOUVEAU TOTAL.....</b>	<b>168 008</b>

Pour les 25 millions du Quotidien du Peuple, je verse ..... F.

Nom : .....  
Adresse : .....

Etablir les chèques à l'ordre du Quotidien du Peuple : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F  
Crédit Lyonnais : agence ZU 470 compte N° 7 713 J

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942



## La Hague, une conception erronée

L'usine de retraitement des déchets radio-actifs de La Hague (dans le Cotentin), est présentée comme un « fleuron » de l'industrie nucléaire française, où sont traités les déchets de nombreux pays européens et même mondiaux, avec des contrats passés avec le Japon, l'Allemagne, la Suède, et divers autres pays. On peut s'étonner du fait que des pays aussi industrialisés que l'Allemagne et le Japon n'aient pas décidé de traiter eux-mêmes leurs déchets. Mais la technologie dans ce domaine est-elle au point ? Il semble bien que non, c'est le sens des conclusions que tirait la CFDT en octobre 1977.

### SUR LA CONCEPTION DES BÂTIMENTS

(...) Les bâtiments de La Hague sont peu ou mal conçus pour l'intervention comme pour le travail permanent. La majorité d'entre eux est dimensionnée trop juste (...). Elle est la source d'incidents dès qu'une dérive radio-active s'amorce ou que les besoins augmentent. (...)

- Pour le concepteur, visiblement, le plus grand gêneur, c'est encore le travailleur.
- Pas de stockage des déchets prévu, alors on improvise dans le hall de réception des châteaux (construction qui reçoit temporairement les déchets). (...)
- Une piscine de stockage de 900 mètres cubes conçue sans traitement des eaux.
- La ventilation est à la merci d'une porte ouverte et les sens de ventilation s'inversent.
- Les outils spéciaux nécessaires pour travailler dans une piscine profonde n'ont pas été étudiés. (...) Aux difficultés posées par la mauvaise conception, s'ajoutent les aléas du « système D ».

### L'ÉQUIPEMENT DES INSTALLATIONS

- De façon générale, on effectue des phases de travail nucléaire avec du matériel classique. (...)
- Cet état de choses conduit à l'absence d'entretiens préventifs et à la multiplication de travaux exceptionnels. (...)

### LA MISE EN SERVICE DES INSTALLATIONS

La majeure partie des installations n'est pas testée en inactif, lors de la mise en service ou lors d'un redémarrage. (...)

## 6 mois de réparation immédiatement !

Soi disant industrie de pointe, le nucléaire présente actuellement pour les travailleurs des risques importants. La CFDT de La Hague présentait ainsi les choses en octobre 1977 : « La situation mise en évidence lors de la grève d'automne 1976 et confirmée par les travaux du CHS a estimé qu'il faut au moins six mois de réparation avec arrêt de la production à l'usine de La Hague, et ceci immédiatement, pour mettre l'usine dans des conditions de travail à peu près correctes avant d'entreprendre le traitement des combustibles UNGG (graphite gaz) stockés. De toute façon, les conditions de travail seront mauvaises, mais ces réparations pourraient permettre d'éviter une dégradation excessive qui se traduirait pour les travailleurs par une croissance continue des nuisances radio-actives. »

« La poursuite, dans les conditions actuelles, outre l'accroissement des risques pour le personnel, pourrait conduire à une très grave situation de panne, comme pour l'usine de traitement anglaise de Windscale, ou même de fermeture, comme pour l'usine américaine NFS. Dans les deux cas, c'est à la fois la sécurité et l'emploi des travailleurs qui seraient menacés. »

Depuis cette date, aucune modification n'a été faite, excepté quelques améliorations qui restent dérisoires. Les conditions de travail se sont encore aggravées...

## 2 accidents à La Hague

# ● TROIS TRAVAILLEURS CONTAMINÉS ● SEPT AUTRES ÉGALEMENT ATTEINTS

● Trois travailleurs du Centre de retraitement des déchets radioactifs de La Hague, ont été directement contaminés lors d'un accident survenu jeudi dernier. Tandis que sept autres étaient atteints par une contamination secondaire due au contact avec les trois premiers atteints. Cet accident, met une nouvelle fois en lumière les conditions de travail

Il aura fallu une semaine pour que la direction lève l'embargo sur l'accident survenu le jeudi 10 novembre. La direction, comme toujours en pareil cas, minimise la portée de celui-ci et les conséquences pour les travailleurs atteints.

L'accident est survenu dans l'AT 1, atelier de traitement des combustibles rapides, le plus vieil atelier du centre, dont la direction envisagerait la fermeture, et sous ce prétexte se refusait à entreprendre la moindre réparation. C'est lors du changement d'une « bougie » filtrante isolant une pièce où avait lieu la

calcination d'éléments d'oxyde de plutonium que les trois travailleurs ont inhalé des vapeurs de cet oxyde. Ces déchets proviennent des réacteurs sur-régénérateurs expérimentaux « Ransodie » et « Phénix » de Cadarache.

La direction rejetait la responsabilité de cet accident sur une erreur de manipulation des travailleurs concernés. Toujours les lampistes, alors que la CFDT ne cesse d'exiger de plus amples garanties dans le fonctionnement du centre. En l'occurrence, vu le danger que représente le nucléaire pour les travail-

leur, mais aussi pour les populations environnantes, toutes les mesures de sécurité devraient être prises pour éviter de telles erreurs, si tant est que c'en soit une. L'erreur est plutôt du côté de la concentration du centre, et de son matériel, pour lequel les risques n'ont pas été évalués à leurs justes valeurs (cf encarts). Ce vendredi, la direction devrait diffuser un communiqué. Il y a tout à parier pour que la contamination qui y apparaît sera elle aussi minimisée.

Leurs, mais aussi pour les populations environnantes, toutes les mesures de sécurité devraient être prises pour éviter de telles erreurs, si tant est que c'en soit une. L'erreur est plutôt du côté de la concentration du centre, et de son matériel, pour lequel les risques n'ont pas été évalués à leurs justes valeurs (cf encarts). Ce vendredi, la direction devrait diffuser un communiqué. Il y a tout à parier pour que la contamination qui y apparaît sera elle aussi minimisée.

alentours toutes les poussières accumulées. Des agents en tenues de protection se sont employés à ramasser les déchets. Mais « par rapport à ce que rejette la cheminée tout le long de l'année, c'est dérisoire » nous expliquait un travailleur.

Deux accidents qui ne font que confirmer le mépris des responsables du nucléaire, et pour les travailleurs et les populations environnantes ; la sécurité ne pourra être effective que pour le respect des exigences des travailleurs et des populations concernées et un CHS qui ne soit pas un simple organisme de concertation.

Pierre CHATEL

## Des doses inadmissibles !

Les « incidents » sont légion à La Hague. On en compte en moyenne 300 par an. Pour les travailleurs du nucléaire, il va sans dire que les contaminations ne sont pas exceptionnelles, compte-tenu du fait que les doses maximales sont pour eux 30 fois supérieures à celles des populations civiles...

Officiellement, La Hague ne recense qu'un cas de maladie professionnelle, un cas de leucémie dont un travailleur est mort. Mais combien de travailleurs intoxiqués qui s'ignorent ? D'autant qu'avec le nucléaire, les premiers symptômes peuvent apparaître des années plus tard...

Par exemple, en 1974, pour La Hague, 419 travailleurs faisaient l'objet d'une décontamination cutanée localisée, 34 d'une décontamination cutanée étendue. Tandis que 142 faisaient l'objet d'un traitement pour contamination interne. Le nombre de travailleurs contaminés appartenant à des entreprises extérieures est toujours supérieur.

## Grève dans une entreprise citée en exemple par Giscard

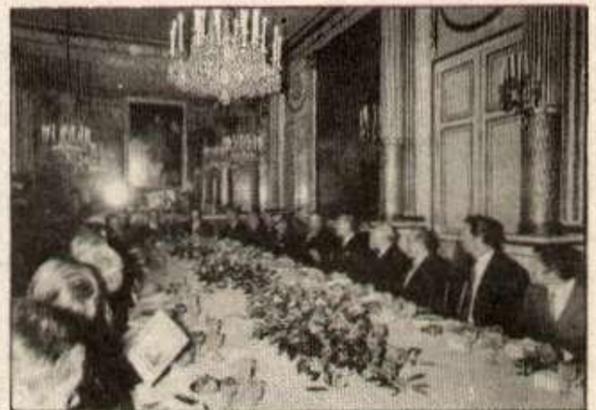
On se souvient que Giscard avait reçu lundi les patrons de 22 entreprises de taille petite et moyenne. Il tenait ainsi à distinguer des entreprises qui avaient connu des succès à l'exportation. (voir notre édition datée de mercredi).

Parmi elles, l'entreprise Sauvagnat, à Aurillac (Cantal) qui fabrique des parapluies, parasols, tables de jardins, des pièces pour l'automobile, etc. et qui emploie 637 salariés. Cette entreprise s'était signalée dans ses résultats à l'exportation.

Ce que le patron ignorait peut-être au moment où il mangeait avec Giscard, c'est que les travailleurs de son usine venaient de se mettre en grève, à l'appel de syndicats CGT et CFDT, pour exiger la levée des sanctions qui frappent 14 travailleurs, accusés de ne pas avoir fait le rendement, dont les normes ont été relevées.

Vendredi, les délégués appelaient à la grève pour lundi. Suivie à 90 %, elle se poursuivait mercredi. Les travailleurs exigent :

- La levée des sanctions,
- La suppression du travail au rendement,
- la 5<sup>e</sup> semaine de congés payés,
- La mensualisation,
- Un même statut pour tous.



Giscard et les PME industrielles

Téléphonez au Quotidien  
636 73 76

«Patrons / Télévision» censurée par A 2

## Interview des réalisateurs Gérard MORDILLAT et Nicolas PHILIBERT

● Depuis mardi, on sait que les deux patrons qui sont intervenus auprès de Maurice Ulrich, PDG d'Antenne 2, pour faire suspendre la programmation de la série de Gérard Mordillat et Nicolas Philibert «Patrons / télévision», sont Michel Barba, ex PDG de Richier, et François Dalle, PDG de L'Oréal (cf QdP d'hier). François Dalle, qui se veut un patron progressiste — il est l'ami personnel de Mitterrand — est aussi un des plus gros annonceurs publicitaires de la télévision. Les autres patrons interviewés ont affirmé qu'ils ne s'opposaient pas à la diffusion.

La série se présente sous la forme de trois émissions d'une heure chacune, constituées de déclarations de 14 patrons, parfois coupées par des séquences filmées dans des entreprises. Le tournage et le montage ont duré plus d'un an.

— G. Mordillat : Nous n'avons pas fait des interviews de type traditionnel. On voyait les patrons une première fois pour leur expliquer les thèmes de l'émission, et leur présenter une liste de six ou sept questions. Nous avons écarté systématiquement toute question sur leur vie personnelle, toute anecdote. Ce sont des questions plus larges, directement liées à leur fonction. Elles portent sur le pouvoir dans l'entreprise, l'autogestion, les grèves, les syndicats... On revenait ensuite pour formuler précisément les questions avec eux, puis on les laissait réfléchir aux réponses, le temps qu'ils voulaient. Enfin, au tournage, on posait les questions et on les laissait parler sans intervenir. Sauf lorsqu'ils commençaient à répondre à côté. Là, on arrêtait, on les faisait recommencer. En somme, ils jouaient un peu comme des acteurs, devant le décor qu'ils avaient choisi eux-mêmes. Quant aux séquences tournées dans les entreprises, elles l'ont été aussi très officiellement.

### UNCINÉMA QUIDÉRANGE

Si les réalisateurs ne craignaient pas qu'ils comptent faire une émission critique sur le patronat, les patrons avaient tout loisir de dire ce qu'ils voulaient. Pourquoi alors leur colère ? Leurs discours auraient-ils été tronqués, falsifiés par un montage perfide ?

— N. Philibert : Pas du

tout. Nous n'avons fait aucune coupe qui puisse changer le sens d'un interview. Au contraire, nous avons laissé les hésitations, les balbutiements même parfois, du discours ! A chaque fois, le patron parle plusieurs minutes sans interruption. Nous nous sommes par ailleurs refusé à tout commentaire, y compris pendant les images filmées dans les entreprises.

— G. M. : En fait, c'est cette attitude même qui a profondément dérangé. En effet, la façon de réaliser l'émission a dérangé les patrons, dans la mesure où elle ne correspond pas aux schémas habituels dans l'audio-visuel. Ce n'est pas le code de la télévision dont la pseudo-objectivité consiste à donner un coup à droite, un coup à gauche. Ni le code d'un certain cinéma militant ouvertement «agressif». Nous n'avons introduit aucun discours contradictoire sous forme de questions-pièges, de commentaires ou d'intervention d'interlocuteurs différents. Les patrons s'en sont d'ailleurs étonnés, nous demandant souvent pourquoi nous ne leur opposions pas des syndicalistes. Ils ont surtout l'habitude de ce type de situations, où le débat contradictoire permet les pirouettes, les boutades. Là, c'était le vide. Pour une fois, ils développaient leur pensée, d'où des confidences qu'au départ nous ne pensions pas obtenir.

Le choix des plans fixes avec une très grande profondeur de champ a été décidé pour que le discours patronal puisse interpeller directement le téléspectateur. Les patrons parlant longtemps, on ne pouvait pas les filmer de trop près et de plus la distance assez grande permet que l'attention ne se concentre

Mais ils font souvent la grimace comme IBM affirmant dans un communiqué : «IBM n'aime pas ces trois émissions, car elles ne sont pas le reflet de la réalité du monde industriel et ne donnent pas aux téléspectateurs une situation objective de la vie dans les entreprises. Il ne saurait être question pour nous de cautionner ce genre d'information.»

Pourquoi la série de Mordillat et Philibert déplaît-elle donc tant aux patrons au point que certains fassent le forcing pour l'interdire. C'est ce que nous avons demandé aux deux réalisateurs.

pas trop sur celui qui parle. En même temps, on voit le décor, et ce décor, que les patrons croyaient leur être favorable, se retourne contre eux : ils sont les seuls en effet à le croire positif. Enfin, nous avons tourné en noir et blanc, pour qu'il n'y ait aucun plaisir pour l'œil, et aussi parce que les discours se ressemblent tous plus ou moins. Ainsi, la critique du discours patronal, c'est le téléspectateur qui peut la faire lui-même, dans sa tête. A notre avis, le cinéma peut avoir une fonction critique par lui-même.

Pour les séquences en usine nous avons utilisé la même technique. Pas de gros plan sur le visage de l'ouvrier, sur sa main, ailleurs-retours entre le travailleur, sa machine, le produit industriel réalisé, mais de longs plans fixes avec une grande profondeur de champ ; par exemple, sur une ouvrière devant une presse à emboutir. Il est certain que cette manière de filmer a déplu aux patrons ; ils nient que ce soit la réalité du travail en usine.

— N. P. : A IBM, on a choisi de filmer les couloirs. Des couloirs interminables avec de chaque côté des bureaux vitrés. Sur les vitres, des espèces d'écriteaux donnant le nom de ce qui s'y fait, le nom du responsable. On se croirait vraiment à l'Aquarium du Trocadéro ! IBM nous reproche d'avoir augmenté le son : malgré l'impression de silence, les magnétophones, plus sensibles, ont enregistré le souffle de la climatisation et le battement des machines. On l'a légèrement amplifié. A Thomson, on a fait le contraire, en diminuant le bruit d'une retoucheuse. Notre propos n'était pas de faire des sé-

quences réalistes ni illustratives. Les images en usine sont plutôt le résultat d'un choix dramatique.

— G. M. : Par exemple, après un discours d'Alain Gomez, PDG de Saint-Gobain Emballages, parlant de la nécessité de rapports harmonieux entre patronat et syndicats, il fallait une interruption très brutale. D'où le choix d'une séquence tournée dans une filature de Boussac, avec un niveau sonore très fort.

Le fait de ne pas illustrer le discours d'un PDG par une séquence de sa propre usine, nous paraît d'autant plus justifié qu'au fond tous ces PDG sont interchangeables.

### UNENOUVELLE ATTAQUE CONTRE L'INA

La censure, cachée sous le terme de déprogrammation, qu'Antenne 2 a décidée contre l'émission «Patrons / télévision» rappelle ce qui s'était passé fin 77 avec la série de Bersosa sur le Chili. Pini-cher avait obtenu le report de l'émission qui avait finalement été programmée sous la pression des pressions. La série était produite par l'INA comme celle de Mordillat et Philibert. Ce n'est pas le seul cas de conflit.

— G. M. : Récemment, un film d'un Colombien, *Ciro-Duran* intitulé *Gamins* n'a pas été accepté par A 2, sous prétexte qu'Elkabbach avait aussi tourné une émission Les gamins de Bogota. En fait elle a été tournée après le film de *Ciro-Duran*, en quelques jours et ne faisait intervenir que des personnalités. Le film de *Duran* avait nécessité deux ans de travail, et constituait une approche bien plus approfondie du problème. On pourrait parler aussi de la non-diffusion de film produits par l'INA, comme *Le fond de l'air est rouge*, de *Chris Marker*.

Maintenant c'est notre série qui est visée. Antenne 2 veut apparemment «faire la peau» à l'INA, l'obliger à accepter son contrôle. C'est une interprétation absolument intolérable du cahier des charges des chaînes télé qui prévoit, entre autres, que l'INA fournit 12 heures d'émission à Antenne 2. C'est une tentative très grave contre la liberté de recherche de l'Institut National de l'Audiovisuel, où l'on peut faire des choses indépendantes des pressions du pouvoir.

## ● Tolbiac : grève contre la répression

Mercredi, les étudiants et les enseignants du centre universitaire de Tolbiac tenaient une assemblée générale pour protester contre l'intervention policière de la veille. Au cours de cette A.G., le commissaire de police du 13<sup>e</sup> arrondissement était reconnu et éconduit. Partant de ce prétexte, le directeur du centre a fait appel à la police, qui est intervenue sauvagement, poursuivant les étudiants dans les couloirs, faisant de nombreux blessés, et procédant à 70 interpellations.

Ce jeudi matin, les enseignants et les étudiants déclenchaient une grève des cours.

## ● La France prête à accueillir certains réfugiés du Hai Hong

Le bateau chargé de 2 500 réfugiés fuyant le Vietnam est toujours immobilisé au large de la Malaisie. Ce pays qui a déjà accueilli plus de 20 000 réfugiés vietnamiens au péril de son économie, refuse d'accueillir ceux du Hai Hong qui sont à ses yeux des «immigrants illégaux», qui ont payé très cher leur passage, ce qui ne leur accorde pas le statut de «réfugié». Le gouvernement français pour sa part s'est déclaré prêt à accueillir «une fraction des réfugiés», selon le ministre des Affaires étrangères Guiringaud, Stirn, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères s'était déclaré quant à lui prêt à accueillir tous les réfugiés qui désirent se rendre en France.

Ce bateau fait partie des nombreuses embarcations qui quittent chaque jour le Vietnam, chargé de réfugiés. Cette émigration semble se faire avec l'accord tacite des autorités vietnamiennes tolérant le trafic de ceux qui font payer très cher le voyage.

## ● Algérie-France

«Vous trouverez en moi, en l'Algérie et ses dirigeants des interlocuteurs attentifs, imaginatifs et décidés à écrire avec vous comme avec tous les partenaires du Bassin occidental de la Méditerranée, une page nouvelle d'histoire, celle-là faite de justice, de progrès, et de paix» écrit Boumediène à Giscard. «Le dialogue rétabli l'an dernier à un niveau responsable nous a semblé, au-delà des différences d'approche et du caractère spécifique de nos politiques respectives, résolument tourné vers la recherche et la promotion d'une situation nouvelle, justement préoccupé par l'impératif de liberté pour tous les peuples maghrébins, le retour de la sécurité, de la paix et de la stabilité dans une région à laquelle l'Algérie comme la France appartient».

Cette déclaration semble présager une relance des contacts algéro-français en vue d'une solution au Sahara occidental.

## ● Saint Briec (22) Chaffoteaux et Maury : Les O.S. en lutte depuis un mois

Voici maintenant, un mois que les O.S. de cette entreprise, la plus importante du département (1 900 emplois) mènent une lutte déterminée dont l'axe principal est constitué par la revendication d'une augmentation de salaire de 350 F par mois (un O.S. ne gagne actuellement que 2 150 F). Ajoutons à cette revendication primordiale : le retour aux 40 heures sans perte de salaire, le 13<sup>e</sup> mois, les classifications...

Dans cette entreprise en pleine expansion, face à un patronat qui déclare ne rien vouloir céder... avant 1979, la colère des O.S. est grande. L'action engagée sous forme de débrayages quotidiens s'est durcie ces derniers jours. (Les débrayages sont passés de deux à quatre heures), et témoigne d'une grande unité des travailleurs de l'entreprise (débrayages suivis à 90 %).

Au cours de ces actions, des manifestations sont organisées à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine, les travailleurs s'employant à populariser leur lutte par tous les moyens : ainsi des axes routiers ont-ils été bloqués, en fin de semaine dernière.

Vendredi dernier patronat et syndicats se sont retrouvés pour la première fois depuis le début du conflit. La réaction des travailleurs venus rejoindre la délégation a été vive et catégorique : ils ne se contenteront pas de miettes et d'hypothèques sur l'avenir.

Chaffoteaux et Maury constitue en ce moment le point de mire du département où la solidarité s'organise autour des travailleurs de l'entreprise. La détermination et la combativité sont vives chez les travailleurs, qui n'oublient pas la grande lutte de 1972, au cours de laquelle le patronat avait bien dû céder à leurs revendications.

Correspondant Saint Briec

Michel BARBA (Richier)



François DALLE (L'Oréal)



# «LIBERTE POUR NAZARIAN !»

Robert Nazarian est né le 7 août 1948 à Erevan, dans une famille populaire. Marié en octobre 1977, il a aujourd'hui un fils de quelques mois. Diplômé de l'Université de Physique en 1971, il entra la même année au

## Communiqué

Mercredi 15 novembre, jour prévu du procès de Nazarian, le groupe Nazarian a jeté symboliquement du sang dans les locaux d'Intourist à Paris pour protester contre la répression des patriotes en Arménie soviétique.

Avec ce sang versé dans les locaux soviétiques d'Intourist, le groupe Nazarian entend dénoncer le procès de Robert Nazarian, fondateur du groupe Helsinki arménien, qui se tient aujourd'hui à Erevan. Son seul crime est d'avoir défendu les droits de l'homme conformément aux engagements de la légalité soviétique.

Nous lançons un premier avertissement aux nouveaux tsars. La nation arménienne ne laissera pas décimer les rangs de ses patriotes. La guerre de libération contre l'Etat fasciste turc et l'impérialisme américain a aussi débuté en 1973 par du sang jeté dans les bureaux de la Turkish Airlines, avenue de l'Opéra à Paris. Que Brejnev qui défigure chaque jour davantage le socialisme réfléchisse aux inévitables implications de sa politique arménienne. Le temps où le peuple arménien souffrait en silence est révolu !

— Liberté pour Nazarian,  
— Liberté pour tous les prisonniers politiques arméniens et d'URSS.

Groupe Nazarian

séminaire religieux d'Erchimadzin et en sort avec l'ordre de diacre. Jusqu'en septembre 1977, il travaille à l'Observatoire Burakan d'Erevan. Le 9 juin 1977, il est dépossédé de son passeport à l'aéroport d'Erevan, renvoyé de son travail le 5 septembre et finalement arrêté le 22 décembre 1977. Détenu au secret à la prison du KGB d'Erevan, il risque aujourd'hui deux ans de prison, cinq ans de camp à régime sévère et cinq ans d'exil.

Son crime ? Avoir participé à la création, en avril 1977, du comité de surveillance des accords d'Helsinki. La création de ce comité s'inscrivait dans la lutte menée par le peuple arménien contre l'oppression nationale. Au début des années 1960, un important mouvement pour les droits nationaux commence à se développer dans la République

d'Arménie soviétique. En 1966, quelques jeunes Arméniens décident de créer le Parti National Unifié (PNU), dont les buts principaux sont l'indépendance de la République d'Arménie soviétique et la réunion, sur les terres de leur patrie, de tous les Arméniens dispersés de par le monde. Les autorités soviétiques réagissent avec une extrême violence. Entre 1966 et 1974, plus de 50 citoyens arméniens sont arrêtés, inculpés, condamnés. Au cours des procès de 1974, 9 procès condamnent 18 personnes à des peines allant de 6 mois à 10 ans de privation de liberté. Quatre de ces citoyens arméniens continuent aujourd'hui de purger leur peine.

Cette répression terrible expliquée en partie la décision d'un

petit groupe d'Arméniens de fonder un groupe Helsinki. Constitué de cinq membres, Edvard Aroutounian, économiste ; Robert Nazarian ; Samuel Ossian, étudiant ; Amparstoum Khodatian, ouvrier ; Chagen Aroutounian, ouvrier, il dénonce, comme les autres comités créés au même moment à Moscou, en Ukraine, en Lituanie et en Géorgie la violation constante des droits de l'homme. Il dénonce aussi l'oppression nationale exercée par les autorités soviétiques à l'encontre du peuple arménien, comme le montrent les extraits d'une des premières déclarations de ce groupe, que nous publions ci-dessous. Aroutounian, arrêté lui aussi en décembre 1977 en même temps que Nazarian, a été condamné à trois ans de camp à régime sévère le 18 février 1978. Il purge sa peine au camp n° 13



Possiolok Sovietachen à quelques kilomètres d'Erevan.

Joëlle FECLAZ

## DÉCLARATION DU GROUPE HELSINKI ARMÉNIEN

### Extraits

(...) «Les droits du peuple arménien en tant que minorité nationale sont grossièrement bafoués. La nation arménienne est menacée de perdre son identité nationale par l'assimilation. Les faits suivants le prouvent :

— L'URSS étant une union de nations ayant les mêmes droits se doit de préserver la dignité nationale et les droits nationaux de tous les peuples qui la composent. Cependant, le gouvernement d'URSS est le premier à bafouer ce droit.

Ayant adopté une politique de superpuissance qui nie les nations, non seulement l'URSS ne fait rien pour résoudre la question arménienne — fondée sur les justes exigences d'une nation spoliée de la majeure partie de ses terres historiques et d'un peuple victime du premier géno-

cide du XX<sup>e</sup> siècle — mais il fait tout pour entraver sa solution.

La dictature du PCUS, qui a détruit l'économie du pays, continue d'étouffer les cultures nationales et à bafouer sans vergogne les droits des citoyens. Le Parti communiste, alors qu'il monopolise tout le pouvoir de la République arménienne, ne reflète et ne protège pas les intérêts du peuple arménien. De plus, c'est lui qui, le premier, viole les droits nationaux des citoyens arméniens, assez courageux pour critiquer les politiques anti-nationales des gouvernements centraux et locaux, les persécuter, les priver de liberté. Les anciennes traditions nationales et la langue sont déformées, elles sont en voie d'extinction.

Tous les ans une école russe remplace une école arménienne.

Les écoles maternelles et élémentaires russes sont privilégiées par rapport aux écoles arméniennes : leur personnel est hautement qualifié et le gouvernement leur accorde des subventions supplémentaires. Le russe est la langue utilisée dans tous les organismes gouvernementaux, culturels et économiques, de même que dans les instituts de recherche scientifique.

Ceci malgré l'article 119 de la constitution de la RSS d'Arménie qui stipule que l'arménien est la langue officielle de la république.

Toute la documentation (les rapports économiques ou les documents scientifiques) est en russe. De plus la plupart des

émissions radio-télévisées sont en russe. Le seul moyen d'accès à la culture mondiale est le russe. L'on décourage toute tentative de traduction en arménien.

L'intelligentsia de la république ne peut s'exprimer librement, elle ne peut avoir de contacts réels (sans hypocrisie ni mensonges) avec le peuple. L'intelligentsia et le peuple ne sont pas consultés pour la résolution des problèmes nationaux, politiques, économiques, culturels, sociaux et moraux.

Les droits des habitants de la région du Karabagh — autrefois partie intégrante de la république arménienne — continuent à être niés. Les citoyens du Karabagh désirent la réunion avec la république arménienne. 80 % d'entre eux sont arméniens. (...)

### MEXIQUE :

Le gouvernement mexicain a annoncé de nouvelles découvertes de pétrole. Il s'agit d'un «énorme bassin» qui ferait du Mexique un des plus grands producteurs mondiaux.

### CHILI

Dans une information à huis clos les défenseurs de la compagnie ITT ont révélé que le ministre des Affaires étrangères chilien avait été un des principaux agents de la CIA.

### CHYPRE

La semaine dernière, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté une résolution demandant le retrait de toute force et de toute présence militaire étrangère — donc le retrait des troupes turques. L'ONU recommande la réouverture des négociations entre les deux communautés de l'île. La délégation chypriote a demandé à l'ONU de soutenir «la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale et le non-alignement de la République de Chypre».

## Renforcement du potentiel américain en Corée Déclaration du porte-parole du ministère des Affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée

● Dans une déclaration en date du 9 novembre, le gouvernement de la République Démocratique et Populaire de Corée dénonce vigoureusement la mise en place d'un «commandement militaire sud-coréo-US» le 7 novembre. C'est une pièce importante d'un renforcement de la présence américaine en Corée du Sud, menace de plus en plus grave contre la Corée du Nord et contre l'Asie.

(...) «La fabrication du «Commandement des Forces alliées sud-coréo-US» par les États-Unis est une manœuvre d'agression ouverte visant à occuper à jamais la Corée du Sud par la force.

Face à la résolution de l'ONU préconisant la dissolution du «Commandement des Forces des Nations Unies» en Corée du Sud et le retrait de leurs troupes sous les casques des «forces des Nations Unies» de Corée du Sud ainsi qu'à la voix toujours croissante des peuples du monde exigeant l'application de cette résolution, les États-Unis ont cherché à trouver des prétextes pour justifier l'occupation de la Corée du Sud par les troupes US.

Si les États-Unis, au lieu de dissoudre leurs appa-

reils militaires en Corée du Sud, ont mis sur pied en toute hâte un nouvel appareil comme le «Commandement des Forces alliées sud-coréo-US», cela vise à ne pas retirer les troupes US de Corée du Sud et à perpétuer leur domination coloniale et à encourager la clique fantôme sud-coréenne, qui est isolée et rejetée de l'intérieur et de l'extérieur, et à appuyer par la force la fabrication de «deux Corées».

La fabrication du «Commandement des forces alliées sud-coréo-US» est également un chaînon des manœuvres de préparation d'une nouvelle guerre qui a pour but de diriger d'une manière unifiée les troupes de combat US qui seront envoyées dans une grande envergure en Corée en cas d'événements et les opé-

rations militaires de l'armée fantôme sud-coréenne et de parachever le soi-disant commandement opérationnel sur le front. (...)

(...) Il est de notoriété publique que les États-Unis ont accru de 2 600 hommes leurs troupes terrestres stationnant en Corée du Sud au cours des premiers six mois de cette année par rapport à l'année passée et qu'à la veille de la fabrication du susdit «Commandement des forces alliées sud-coréo-US», ils ont formé pour les forces de terre US stationnant en Corée du Sud un nouveau bataillon de tanks composé de 50 tanks «M-60 A-1» et de 130 véhicules de combat et véhicules tactiques.

D'ailleurs, ils ont déposé en Corée du Sud une compagnie des «missiles de guidage TOW», qui n'ont pas été déployés jusqu'ici à aucune de leurs bases installées à l'étranger.

Le 8 novembre, ils ont introduit, de nouveau en Corée du Sud, des bataillons d'avions de comba-

### «F-4D» PHANTOM.

Les États-Unis ont organisé même la «troupe de coups mobiles» qui sera envoyée dans «l'éventuelle» guerre de Corée et à l'heure actuelle, ils sont en train de mener des exercices spéciaux afin de la déployer.

D'ailleurs, ils ont mis au point le «plan de mobilisation d'urgence» qui définit la dimension et les règlements d'actions de toutes les forces des armées qui seront introduites d'urgence au front coréen.

Sous prétexte de la mesure compensatoire au «retrait de troupes», les États-Unis ont transféré déjà aux fantômes sud-coréens un grand nombre d'armes meurtrières et des équipements militaires, dont les armes nucléaires, et ils ont pris l'engagement de lui donner davantage d'armes et d'équipements offensifs, dont les missiles de type nouveau auxogive nucléaires, tous les types d'avions de combat, de tanks, des localisateurs et des mortiers à auto-projection.

D'autre part, les États-Unis et les fantômes sud-coréens poursuivent sans cesse des opérations militaires de grande envergure pour augmenter leur «capacité dans la guerre réelle» en envisageant la République Populaire Démocratique de Corée comme «ennemi».

A cause des manœuvres de provocation d'une nouvelle guerre des États-Unis, la Corée du Sud est devenue un grand arsenal et un facteur dangereux de guerre en Asie, alors que la situation de notre pays s'exacerbe encore davantage.

Tous ces faits démontrent clairement que les États-Unis accroissent et renforcent davantage les forces armées au lieu de retirer les troupes US de Corée du Sud, poursuivent une nouvelle guerre en Corée au lieu de préconiser la paix et complotent la perpétuation du scindement de la Corée au lieu de sa réunification. (...)

Le 9 novembre 1978  
PYONGYANG

Pour mieux lutter

## CONNAITRE L'ECONOMIE

## Les remous du dollar

## LES EFFETS DE LA CRISE DU CAPITALISME

## Le dollar, la monnaie d'une superpuissance

Après des variations considérables depuis 1973, l'année 1978 aura été une longue et lente chute du dollar, passant par exemple de 4,92 F un peu avant les élections législatives françaises de mars 1978 à 3,99 en cette fin du mois d'octobre. Une série de facteurs sont venus précipiter le dollar dans cet abîme. Tout d'abord il s'agit d'un très vieux problème puisque en fait il est apparu dans les années 1965 - 1968, à l'époque de l'effort de guerre massif des Etats-Unis au Vietnam. Depuis 1973, ce problème a connu en quelque sorte un regain de vigueur avec l'offensive du Tiers Monde sur les produits énergétiques et les matières premières ; on enregistre une hémorragie de dollars due au déficit constant des paiements US vis-à-vis du reste du monde. (Ainsi 500 millions environ de dollars circulent à travers le monde, toujours disponibles pour partir en avalanche, d'une monnaie vers une autre).

Or, le dollar, en tant que monnaie de l'impérialisme américain, a depuis 1945 le rôle « privilégié » de servir de monnaie internationale, de référence à la définition de la parité de toutes les autres monnaies. Mais il existe un envers à la médaille : le déficit des échanges commerciaux et des paiements américains, à l'inverse des autres pays, est automatiquement financé par ce qu'il est convenu d'appeler la planche à billets, l'inflation américaine. Ainsi, les Etats Unis se « dispensent » donc de sacrifier leur croissance éco-

● Récemment, en l'espace d'une semaine, on a vu une chute impressionnante du dollar sur tous les marchés des changes ; puis, toujours sur ces mêmes marchés, une remontée tout aussi spectaculaire qui ne cesse de se confirmer en cette fin de semaine. Dans le même temps, à la même allure mais en sens inverse, l'or connaissait avec quelques monnaies dites fortes (deutsche mark, yen, franc suisse) une réévaluation puis un fléchissement... Toutes ces fluctuations ont provoqué dans un premier temps une certaine alarme, assortie de menaces (notamment celle d'une imminente hausse des prix du pétrole...), puis une relative satisfaction dans la capacité de Carter

nomique et leurs dépenses qui financent leur hégémonie dans le monde (investissement US, « soutien » à divers régimes, dépenses militaires pour l'essentiel) à la restauration de l'équilibre de leurs échanges et de leurs paiements.

De plus — ce qui ne les encourage guère à faire ces sacrifices — ce « privilège monétaire » constitue un atout essentiel pour les Etats-Unis dans la concurrence internationale. Et aujourd'hui plus que jamais, conserver cet atout demeure un objectif primordial de la politique étrangère américaine ! Mais de plus en plus, depuis la fin des années 1960, un nombre croissant de pays, et parmi eux surtout les pays européens, sont de moins en moins disposés à supporter un tel déséquilibre.

## Quand l'Europe paie les pots cassés

Ce dernier aspect semble s'être particulièrement aggravé ces derniers mois. Sous les effets de la crise généralisée du capitalisme, aux yeux du nombre de ses partenaires commerciaux, même jusqu'à présent parmi les plus fidèles (RFA, Japon), il semble que la superpuissance américaine ait poussé trop loin son privilège monétaire.



Ainsi par exemple, la faiblesse du dollar et la revalorisation du deutsche mark (D.M.), qui en est le corollaire, exerçaient sur la RFA une influence globalement négative, parce que :

- 1) Une monnaie trop recherchée comme c'est le cas aujourd'hui pour le D.M. alimente les capitaux de spéculation, manquant d'autant au financement des investissements internes ;

- 2) La pression constante sur les prix internes (et donc sur les profits des capitalistes) exercée par des importations à bon marché se surajoute à celle que subissent les exportateurs obligés de rogner leur marge bénéficiaire pour surmonter, sur les marchés étrangers, le handicap d'un deutsche mark devenu de plus en plus cher.

et des USA à redresser la situation du dollar !

Quelle leçon tirer des bouleversements intervenus en quelques jours, voire en quelques heures ? Le redressement du dollar a-t-il des chances de durer ? Pourquoi de tels revirements de tendances (semble-t-il tant souhaités) interviennent-ils si tardivement au regard des conséquences pour les économies européenne et japonaise ?

Des variations des parités monétaires si brutales et si contradictoires sont-elles compatibles avec les « plans de redressement » ou « de relance » que tentent de mettre sur pied tous les gouvernements ?

- 3) Enfin, l'obligation où se trouve la RFA d'acheter sans cesse des dollars pour empêcher le D.M. de se réévaluer trop vite, a pour conséquence de gonfler trop vite et de manière très inflationniste leur masse monétaire intérieure.

Autre exemple, lorsque le cours du dollar est tombé aux environs de 4 francs à Paris : l'impérialisme français est-il prêt à accepter un taux de change encore plus bas, qui lui permettrait certes de réduire le coût de ses importations de pétrole et de matières premières, mais qui accentuerait encore la concurrence des produits importés des pays du Tiers Monde dont les prix sont le plus souvent libellés en dollars ?

Depuis quelques mois, les Etats-Unis voient ainsi se constituer contre eux, contre leurs produits et leur monnaie, une opposition de plus en plus résolue, dont le projet de système monétaire européen est l'exemple le plus avancé aujourd'hui puisqu'il repose sur la conviction que les Américains et leur président ne peuvent ou ne veulent pas rétablir la parité de leur monnaie et l'équilibre de leurs paiements.

Mais, malgré toutes les pressions exercées par les pays européens et le Japon aux conférences de Brême et de Bonn, Carter avait promulgué avant la dernière crise un plan anti-inflation vide de toute efficacité immédiate, incapable de tarir la source même de ce déferlement de dollars toujours dévalués sur les marchés internationaux. Ce faisant, Carter n'avait fait qu'aggraver la situation et relancer la spéculation à la baisse du dollar et au renchérissement de l'or et des monnaies fortes (D.M., yen, franc suisse).

Cette fois la pression a été trop forte. La chute du dollar risquait de ruiner bien des intérêts américains. De plus, a resurgi la vieille crainte d'une nouvelle flambée des prix du pétrole, des matières premières, de la relance de la guerre commerciale...

Le plan de sauvetage de Carter pourrait avoir une série

d'inconvénients non négligeables. Notamment, il pourrait compromettre les possibilités de relance de l'économie américaine, difficilement rassemblées depuis quelques mois, sur lesquelles comptaient néanmoins les autres pays capitalistes pour leur propre relance. Entre la peste et le choléra...

## PLAN DE SAUVETAGE CARTER

L'ensemble des mesures annoncées par le Président Carter doit permettre aux autorités monétaires américaines de disposer de 30 milliards de dollars pour contrer la spéculation et mettre un terme à la chute de la monnaie. Ces mesures sont les suivantes :

- Relèvement à 9,5 % du prix de l'argent aux USA qui, à 8,5 %, représentait déjà un record absolu. Le précédent record : 8 %, remontait à 1974.
- Emprunt de 5 milliards de dollars en yen et en marks sur le Fonds monétaire international, dont 2 milliards immédiatement et 1 milliard dans un proche avenir. Les Etats Unis peuvent tirer sans condition jusqu'à 4,4 milliards sur le FMI.
- Augmentation des ventes d'or américaines.
- Emission de bons du Trésor américain libellés en devises étrangères à concurrence de 10 milliards de dollars.
- Restriction du crédit aux Etats Unis.

Quels sont les mécanismes de sauvetage mis en œuvre par ces mesures ?

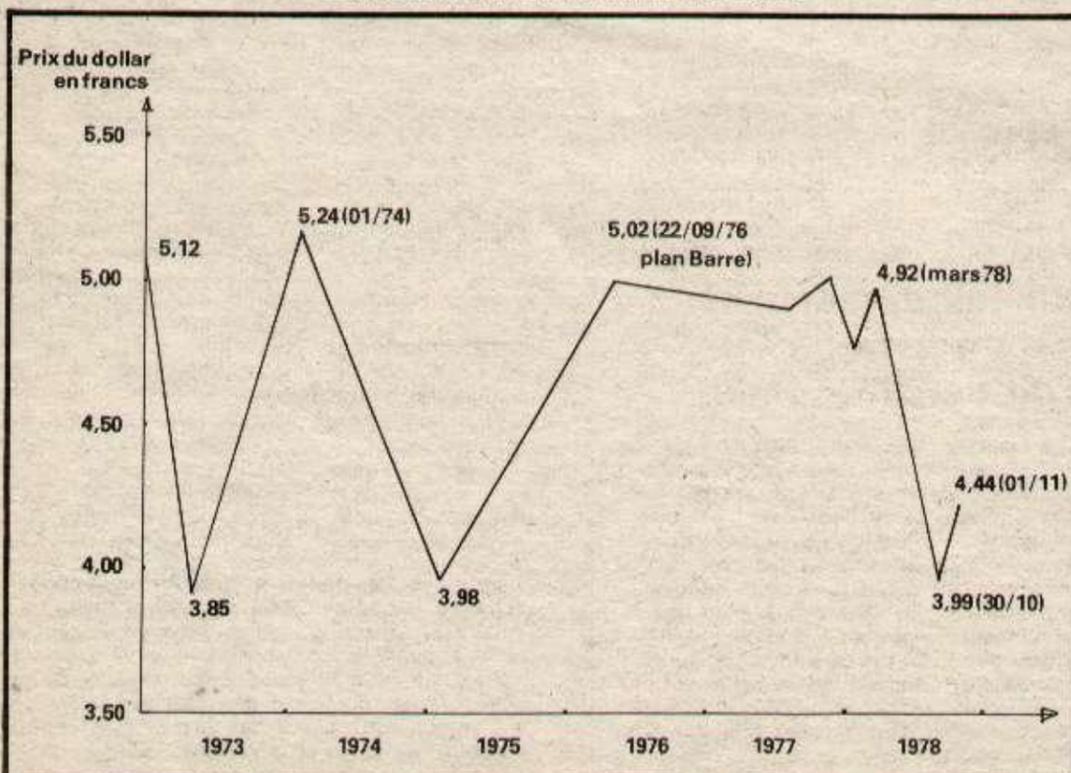
1) Faire fonctionner la « solidarité capitaliste » ; faire en sorte que les pays dont les monnaies s'échangent spéculativement contre le dollar fournissent l'argent nécessaire (c'est-à-dire leur propre monnaie), pour satisfaire ces demandes et éteindre ainsi progressivement la spéculation en supprimant ce qui la rend rentable : les écart entre les taux de change sur les différents marchés.

2) Susciter un mouvement inverse, à la sortie des USA, de dollars qui vont s'échapper sur les marchés des changes allemand, japonais... en leur servant des intérêts substantiels s'ils sont rapatriés.

3) Vendre de l'or, ce qui est une manière de supprimer la spéculation en la satisfaisant quelque peu !

4) « Eponger » la masse monétaire interne américaine et tenter d'enlever ainsi les dollars si prompts à franchir les frontières.

FLUCTUATION DU DOLLAR SUR LE MARCHÉ DES CHANGES DE PARIS



DU FAIT DE L'IMPORTANCE DE LA MATIERE, NOUS REPORTONS A LA SEMAINE PROCHAINE LA PUBLICATION DU DERNIER ARTICLE DE NOTRE SERIE « LE POINT SUR LE COMMERCE EXTERIEUR »

## A CAEN

# VIOLENTE RÉPRESSION

## ● Plusieurs blessés graves

## ● Manifestations de riposte vendredi

Le 15 novembre, les syndicats appelaient à Caen, à une journée «ville paralysée». Les travailleurs des entreprises de Caen étaient appelés à manifester et à bloquer quatre ponts qui enjambent l'Orne dans le centre de la Ville.

A 14 h 30, 3 000 à 4 000 travailleurs étaient rassemblés place du 36<sup>e</sup> RI. Essentiellement des travailleurs de Saviem, de la SMN, des travailleurs combattifs de Moulinex, de Blaupunkt, et des délégations de la fonction publi-

que. Vers 15 heures, les manifestants se dirigent vers le pont de Vandœuvre, un de ceux qu'ils avaient prévu d'occuper. Les CRS et les gardes mobiles veulent leur en interdire l'accès. Et, immédiatement, ils tirent des salves de grenades lacrymogènes en tir tendu. Deux blessés graves sont relevés : un chômeur a perdu un œil, un ouvrier électricien dans une entreprise de bâtiment est grièvement blessé. 4 autres travailleurs seront blessés plus légèrement. Dès le début des incidents

la CGT et le PCF appellent à manifester loin du lieu des affrontements. Ce sont seulement quelques centaines de manifestants qui les suivront, les autres ripostant à la violence policière par des jets de pierre. Les affrontements se poursuivront jusqu'à 17 h 30.

Ce n'est pas un hasard si la police a choisi de frapper fort à Caen. Dans cette ville qui compte 10 000 chômeurs pour 250 000 habitants, la manifestation du 15 novembre

avait revêtu un caractère unitaire (CGT, CFDT, FEN) et la participation était, rien que de ce fait, plus importante pour cette manifestation qui paraissait plus qu'une journée d'action traditionnelle.

La CFDT annonçait son intention d'appeler à une manifestation de protestation vendredi en fin d'après-midi. Il semblait que les autres organisations syndicales devaient s'y joindre.

Corr. CAEN

## ● L'URSS : «danger de guerre mondiale»

L'URSS, par la bouche de Ponomarev, membre suppléant du Bureau politique du PCUS, s'adressant à une délégation sénatoriale américaine, s'est déclaré préoccupé par le danger d'une nouvelle guerre mondiale. Cette affirmation visait d'éventuelles ventes d'armes européennes à la Chine. Ainsi l'URSS qui fait courir les plus grands dangers à la paix mondiale s'ingère directement dans les affaires de l'Europe et s'adresse aux USA pour qu'ils interviennent auprès de «leurs alliés de l'OTAN». Cette attitude ressemble fort à celle du pyromane qui crie «au feu».

Tandis que l'URSS s'inquiète de ceux qui ne font pas confiance dans sa prétendue détente, le sous-secrétaire d'Etat américain à la Défense, a affirmé mercredi la supériorité des missiles «cruise» sur la défense soviétique. Il a déclaré que les 3 000 missiles «cruise» qui seront construits d'ici 1985, ne trouveront pas leur riposte soviétique avant 1988, la défense contre ces missiles devrait coûter 30 à 50 milliards de dollars. Selon le porte-parole du Pentagone «il est clair que le système de défense anti-aérienne soviétique est totalement inefficace contre cette menace».

## ● Iran : manifestations en province

Mardi à Mashad, 6 000 étudiants ont manifesté, soutenus par une grève de la faim d'une cinquantaine de femmes. Selon un bilan officiel, des manifestations violentes ont fait trois morts et dix-neuf blessés dans la ville de Sonqor, où le bureau et la résidence du gouverneur ont été incendiés. A Ahwaz, dans le sud-ouest du pays, des affrontements avec l'armée auraient fait six morts.

A Abadan, l'armée est parvenue momentanément à faire reprendre le travail aux ouvriers de la raffinerie. Mais la production pétrolière reste très inférieure à la normale, car de nombreux ouvriers qui ont regagné leur poste refusent de travailler sous la contrainte des armes. Douze dirigeants syndicaux de la raffinerie ont été arrêtés. S'adressant aux ouvriers du pétrole, l'ayatollah Khomeiny a lancé un appel à la poursuite de la grève, demandant à la population de les soutenir et de les «encourager dans leur juste lutte contre le roi traître et sa famille de malfaiteurs».

A Téhéran, d'autre part, les employés de l'électricité ont observé une grève mardi soir, procédant à des coupures dans plusieurs quartiers de la capitale.

## ● USA : Carter augmente les crédits de la Défense civile

Carter vient de décider d'augmenter les crédits pour la Défense civile. Ce programme sera doublé dans les cinq années à venir. Il s'agit d'une part de construire les abris anti-atomiques, mais aussi de mettre au point des plans d'évacuation des villes. Selon le gouvernement américain, il s'agit du «commencement d'un effort à long terme pour réduire progressivement notre vulnérabilité à une guerre nucléaire». Depuis une quinzaine d'années les programmes de Défense civile étaient au point mort. La décision de Carter, en pleine négociation SALT n'est pas uniquement défensive. Un programme de Défense civile, tout autant que la construction d'une fusée et d'un bombardier modifie l'équilibre de la terre nucléaire entre les superpuissances puisque dans la balance entrent en ligne de compte à la fois la force de frappe de chacun et sa capacité de résistance à une attaque nucléaire. C'est donc une course aux «programmes de défense» qui va se poursuivre parallèlement à la course aux armements. Par ailleurs, le ministère américain de la Défense a annoncé la réussite d'expériences importantes concernant la mise au point de missiles mobiles ; des missiles camouflés sous 25 cm de béton et 1,50 m. de terre ont été rendus opérationnels en moins d'une minute, permettant ainsi de rendre efficace un éventuel missile mobile, prévu pour les années 1980 se déplaçant dans un tunnel de 8 km de long.

## ● Cuba et Angola

De nouveau de passage à Addis Abeba, capitale de l'Ethiopie, le ministre cubain des Affaires étrangères a déclaré à l'agence de presse cubaine : «Cuba est prête à fournir le maximum d'aide à l'Angola pour repousser toute attaque de l'Afrique du Sud». De son côté, l'Afrique du Sud a préparé massivement une intervention dans le sud de l'Angola sous prétexte d'attaquer les camps de la SWAPO.

### NAMIBIE : TROIS MEMBRES DE LA SWAPO CONDAMNÉS

Deux combattants de la SWAPO ont été condamnés chacun à 18 ans de prison pour avoir détruit deux ponts avec des explosifs. Un troisième membre de l'Organisation de libération du sud-ouest africain a été condamné à une peine de huit ans de réclusion. Une centaine de militants de la SWAPO ont manifesté à l'extérieur du tribunal pendant le procès.

### TUNISIE : GREVE DE LA FAIM DES SYNDICALISTES

Un non-lieu a été prononcé en faveur de 89 accusés, sur les 101 du procès de Sousse, qui comparaissaient pour leur participation à la grève générale du 26 janvier 1978. Protestant contre la poursuite de leur détention, les 12 syndicalistes restants, dont l'ancien secrétaire de l'Union régionale de Sousse, ont entamé une grève de la faim depuis lundi.

## Intimidation policière autour du foyer d'Ivry

### Un délégué de nouveau au tribunal

La présence de la police, de gardes-mobiles, les contrôles d'identité deviennent de plus en plus nom-

breux aux abords du foyer Sonacotra d'Ivry en grève pour les loyers. Les descentes dans les cafés d'I-

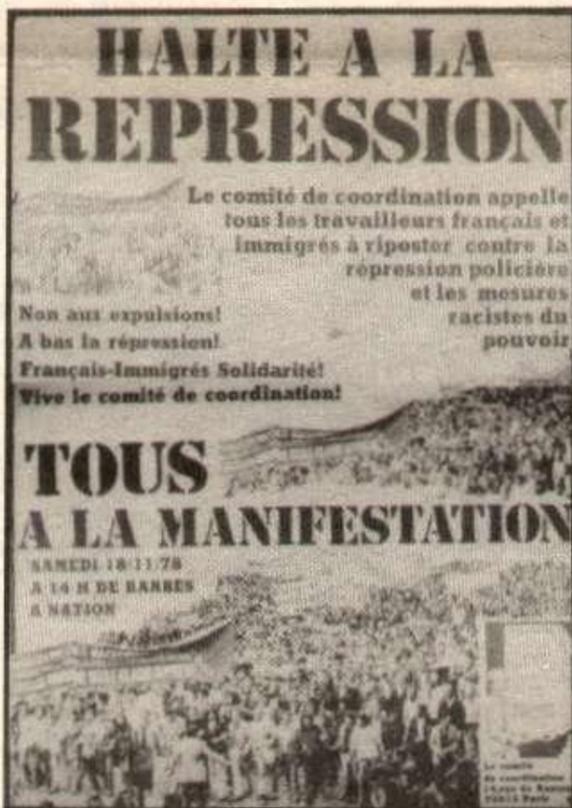
vry se multiplient également.

Le lundi 30 octobre le gérant du foyer faisait de la provocation en refusant de changer les draps, accusant un délégué de semer le désordre dans le foyer et portant plainte contre celui-ci. Cette provocation a eu pour conséquence immédiate une intervention policière sur le foyer, et le séjour du délégué jusqu'à 1 heure du matin au poste de police. Mais les choses ne se sont pas arrêtées là, puisque ce délégué doit de nouveau comparaître au tribunal d'instance d'Ivry, le vendredi 17 à 14 heures.

Une mobilisation est prévue par les résidents et le comité de soutien contre cette nouvelle mesure de répression.

Corresp. Ivry

Rendez-vous à 13 h au foyer d'Ivry rue Michelet (métro Mairie d'Ivry) ou au tribunal à 14 h (juste à côté de la gare d'Ivry)



## ● La visite de Khadar : Giscard reparle de désarmement

Giscard a tenu à placer la visite du Premier secrétaire du Parti socialiste ouvrier de Hongrie sous le signe de la «détente» et du désarmement. Réfutant la «guerre froide» et la «crispation de l'affrontement idéologique» dans son allocution, Giscard s'est déclaré prêt à poursuivre le dialogue sur le désarmement qu'il avait entamé par son discours à l'ONU en juin dernier. Janos Kadar a tenu pour sa part à aborder la «détente» sous l'angle de la conférence d'Helsinki et à déplorer «les obstacles non négligeables qui s'y opposent». Le chef d'Etat hongrois devait rencontrer jeudi Marchais, ainsi que Mitterrand après avoir été reçu à l'Hôtel de Ville par Chirac et au Quai d'Orsay par Barre.

## ● Namibie : le Conseil de sécurité menace l'Afrique du sud de sanctions

Lundi, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution menaçant l'Afrique du sud de sanctions économiques obligatoires si elle organisait des élections sous son contrôle en décembre. Cette résolution, qui semble constituer un dernier avertissement avant le vote des sanctions, a été proposée par les pays du Tiers Monde. Les Occidentaux, qui avaient tout fait pour trouver un compromis ou pour retarder la discussion, ont renoncé pour la première fois, à leur droit de veto à ce sujet. Ils se sont abstenus, et le vote a été acquis à l'unanimité des dix autres votants. Il s'agit donc d'une première victoire significative des pays d'Afrique et du Tiers Monde dans leur lutte contre les régimes racistes.